HAL open science

Espace politique local et petites bourgeoisies rurales Des situations d'entretien à l'analyse des frontières entre fractions de classe

Ivan Bruneau, Nicolas Renahy

To cite this version:

Ivan Bruneau, Nicolas Renahy. Espace politique local et petites bourgeoisies rurales Des situations d'entretien à l'analyse des frontières entre fractions de classe. 2016. hal-02934305

HAL Id: hal-02934305

https://hal.inrae.fr/hal-02934305v1

Preprint submitted on 9 Sep 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Centre d'**E**conomie et de **S**ociologie
appliquées à l'**A**griculture et aux **E**spaces **R**uraux

Espace politique local et petites bourgeoisies rurales
Des situations d'entretien à l'analyse des frontières entre fractions de classe

Ivan Bruneau

Nicolas Renahy

Working Paper

2016/3

UMR 1041 CESAER AGROSUP - INRA
26, Bd Dr Petitjean - BP 87999 - 21079 Dijon cedex

Ivan Bruneau (Université de Lyon 2, Triangle), Nicolas Renahy (CESAER, AgroSup, INRA, Université de Bourgogne Franche-Comté)

Espace politique local et petites bourgeoisies rurales

Des situations d'entretien à l'analyse des frontières entre fractions de classe[1]

« Jean-Paul Duclos, maire de Saint-Germain : Qu'est-ce que, vous voulez que je vous parle de quoi ?
Bah de vous… de vous… (Rires)
Jean-Paul Duclos : De moi, je dirais à titre personnel est-ce que ça a de l'importance dans l'enquête ? J'en sais rien. Qu'est-ce que… vous voulez que je vous parle de quoi ? Dites-moi.
Donc on va revenir sur les dernières élections peut-être. Savoir comment vous avez constitué la liste peut-être, euh…
Jean-Paul Duclos : Oui, oui d'accord. Bah, oui… Ça fait partie de votre enquête alors ? Oui, ça peut paraître bizarre… (…) »

Si les travaux de sociologie rurale et d'ethnologie de la France des années 1970-1980 ont largement analysé le « pouvoir au village » sous l'angle de la transmission du patrimoine foncier et du rôle majeur de la parenté[2], l'appropriation de ce domaine par la science politique a notamment permis, à partir des années 1980, de distinguer et caractériser les « champs politiques périphériques »[3], de mieux connaître les propriétés sociales des élus locaux et d'analyser les relations sociales et les échanges de biens politiques structurant les compétitions pour le pouvoir local[4]. L'enquête que nous avons menée en 2008 et 2009 s'appuyait sur des

[1] Outre les membres de l'équipe, nous tenons à remercier Caroline Frau, Bernard Pudal, Daniel Thin et Nancy Venel pour leurs lectures stimulantes d'une première version de ce texte.

[2] Cf. principalement Claude Karnoouh, « La démocratie impossible. Parenté et politique dans un village lorrain », *Études rurales*, 52, 1973 : 24-56 ; les deux numéros 63-64 et 65 d'*Études rurales* consacrés en 1976-1977 aux « pouvoirs et patrimoine au village » ; Yves Pourcher, *Les maîtres de granit : les notables de Lozère du XVIIIe siècle à nos jours*, Paris, Olivier Orban éditeur, 1987 ; Marc Abélès, *Jours tranquilles en 89. Ethnologie politique d'un département français*, Paris, Odile Jacob, 1989.

[3] Daniel Gaxie, Patrick Lehingue, *Enjeux municipaux*, Paris, PUF-CURAPP, 1984.

[4] Cf. notamment Jean-Louis Briquet, *La Tradition en mouvement. Clientélisme et politique en Corse*, Paris, Belin, 1997 ; Jacques Lagroye, Patrick Lehingue, Frédéric Sawicki (dir.), *Mobilisations électorales. Le cas des élections municipales de 2001*, Paris, PUF/CURAPP, 2005 ; Eric Agrikoliansky, Jérôme Heurtaux, Brigitte Le Grignou (dir.), *Paris en campagne, Les élections municipales de mars 2008 dans deux arrondissements parisiens*, Bellecombe-en-Bauges, Le Croquant, 2011 ; Michel Koebel, « Les élus municipaux représentent-ils le peuple ? Portrait sociologique », *Métropolitiques*, 2012. URL: http://www.metropolitiques.eu/Les-elus-municipaux-representent.html

questionnements largement empruntés à ces travaux, et partait du postulat que l'étude des luttes pour l'accès au pouvoir local devait nous permettre de mieux comprendre l'évolution des rapports entre groupes sociaux dans cette configuration spécifique[5]. Cette recherche, associant la réalisation d'observations de situations diverses (réunions publiques, conseils municipaux et communautaires, manifestations, etc.) et d'une trentaine d'entretiens, a principalement été conduite à Saint-Germain et à Fontenay, commune de 1000 habitants jouxtant le bourg-centre, mais nous nous sommes également rendus dans d'autres communes du Germanois, pour y observer des réunions publiques ou réaliser des entretiens. De plus, au-delà des élus et candidats aux élections municipales (dont certains étaient aussi délégués à la Communauté de communes du Germanois), la population enquêtée a été élargie à quelques agents administratifs et à plusieurs responsables associatifs et syndicaux. Cet article vise donc à proposer une analyse relationnelle des positions structurant cet espace public local à la fin des années 2000. Parallèlement et indissociablement, il vise également à rendre compte des conditions de production de nos matériaux, et par conséquent à mettre l'accent sur un problème sociologique très rarement mentionné dans les recherches sur les élites locales. En effet, dans la plupart de ces travaux, les propos des enquêtés, mais aussi les informations concernant leurs pratiques et leurs trajectoires ne sont pas rapportés aux situations d'entretien, et donc aux relations, socialement situées, qui s'instaurent entre l'enquêté(e) et l'enquêteur(trice)[6]. À la différence des enquêtes réalisées sur d'autres populations, les positions sociales des chercheurs(euses), et leur évaluation par les tenants du pouvoir local, sont également très peu interrogées. On fait ainsi l'économie d'une réflexion sur la manière dont les enquêtés peuvent percevoir le savoir détenu par les enquêteurs, savoir qui peut être associé à une profession prestigieuse lorsque les années de thèse ont conduit à l'obtention d'un poste, lorsque le statut d'étudiant a laissé place à celui d'enseignant(e) ou de chercheur(euse) dans une université ou une institution de recherche. De la sorte, confirmant ainsi la tendance des universitaires français à minorer leur position sociale, on refuse d'envisager la possibilité que les relations entre universitaires et élus locaux soient structurées par une relative proximité sociale. Pourtant, comme le soulignait fort justement Albert Hunter, l'un des rares auteurs à expliciter ce problème méthodologique,

[5] Cf. Jean-Noël Retière, *Identités ouvrières. Histoire sociale d'un fief ouvrier breton (1909-1990)*, Paris, L'Harmattan, 1994 ; Violaine Girard, « Une notabilisation sous contrôle : la trajectoire d'un maire rural face à un professionnel de la politique sur la scène intercommunale (1971-1995), *Politix*, 83, 2008 : 49-74. Julian Mischi, « "Un gars que j'avais sous mes ordres est devenu maire." Domination professionnelle et pouvoir politique dans un bourg industriel », *Genèses*, 93, 2013 : 98-117.

[6] Il s'agit d'un domaine de recherche qui fait peu de place aux « orientations critiques-analytiques » dont parle Olivier Schwartz. Cf. « L'empirisme irréductible », postface à Niels Anderson, *Le Hobo. Sociologie du sans-abri*, Paris, Nathan, 1993 : 274.

l'appartenance des chercheurs au monde des dominants[7] ne constitue en aucun cas un obstacle insurmontable dès lors que les relations construites avec les élites locales sont utilisées comme des indicateurs permettant de mettre au jour les ressorts de leurs positions de pouvoir[8].

Dans le Germanois, deux phénomènes tendent mécaniquement à rapprocher socialement les élus locaux et les enquêteurs. D'une part, comme cela est souligné à plusieurs reprises dans cet ouvrage, le Germanois, comme d'autres configurations sociales en milieu rural, se caractérise par une grande distance aux centres urbains, une très forte représentation numérique des classes populaires, une sous-représentation des fractions supérieures de la structure sociale, et par une faible distribution des professions à forts capitaux économiques et culturels (cf. introduction générale). Dans ce cadre, pour les élites locales, des « sociologues de l'INRA » venant de la capitale régionale (c'est ainsi que nous nous sommes présentés)[9] peuvent plus aisément apparaître comme des interlocuteurs méritant une attention particulière. D'autre part, comme nous l'avons montré ailleurs[10], à Fontenay et à Saint-Germain, depuis le début des années 1980, les membres des professions libérales et les indépendants disposant d'un capital économique important se sont progressivement éloignés de la scène politique locale, et/ou ont été supplantés par les professions habituellement associées aux classes moyennes et aux fractions inférieures des classes supérieures (dont les positions dépendent principalement du volume de capital culturel). Lors des élections municipales et cantonales de mars 2008, nous étions ainsi confrontés aux effets durables d'un processus plus général engagé dès la fin des années 1970, dont le caractère déterminant avait été perçu par différents chercheurs au cours des années 1980[11]. Ce processus s'est aussi accompagné d'une modification de la valeur des

[7] Cela vaut surtout pour les enquêtes réalisées dans le pays d'origine du (de la) chercheur(euse). Comme l'un d'entre nous en a récemment fait l'expérience, une enquête menée à l'étranger peut s'accompagner, au moins dans un premier temps, d'une diminution de la position sociale et d'un renvoi au statut d'étudiant, en raison notamment d'une maîtrise imparfaite de la langue.

[8] Albert Hunter, « Local knowledge and local power: Notes on the Ethnography of Local Community Elites », *Journal of Contemporary Ethnography*, 22-1, 1993: 36-58. Hunter écrit notamment (p.45) : "As I observe and participate, my status and role [liés à sa position d'universitaire] cannot but help enter into the field relationships. Rather than seeing this simply as "intrusive measurement error", however, one may reconceptualize it as a catalytic, quasi-experimental effect that can elucidate subtle aspects of power relationships among participants in a setting."

[9] En 2008-2009, nos situations respectives n'étaient pas tout à fait identiques, l'un (N. Renahy) était chercheur titulaire dans un laboratoire de l'INRA, alors que l'autre (I. Bruneau) était post-doctorant dans ce même laboratoire. Pour autant, du point de vue de nos enquêtés, nous travaillions tous les deux à l'INRA.

[10] I. Bruneau, N. Renahy, « Une petite bourgeoisie au pouvoir. Sur le renouvellement des élus en milieu rural », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 191-192, 2012 : 48-67.

[11] Cf. notamment Jean-Paul Laborie, Pierre Vergès, « Les petites villes dominées par les classes moyennes », *in L'esprit des lieux. Localités et changement social en France*, collectif, OCS, Paris, CNRS, 1986 : 101-125 ; Marie-

différents types de capitaux dans les compétitions politiques locales, qui a conduit à minorer l'importance du capital économique, et à valoriser la possession de capital culturel[12]. En étant perçus comme des « intellectuels », nous avons probablement tiré profit de cette redistribution des ressources sociales mobilisables dans le jeu politique local, sans en être conscients au moment de l'enquête.

Pour autant, doit-on en conclure à une homogénéité des positions sociales occupées par ceux qui investissent la scène publique locale ? Répondre à cette question conduit nécessairement à s'inscrire dans les débats récents relatifs à la caractérisation sociologique des groupes sociaux, et dans notre cas, à revenir sur une catégorie, « classes moyennes »[13], qui ne rend compte ni des différenciations sociales et des lignes de clivages internes au groupe, ni des rapports de pouvoir qu'une partie de leurs membres construisent et entretiennent avec la population locale. Mais, avant d'en venir à cet enjeu, nous voudrions montrer qu'il est possible et même heuristique de s'appuyer sur l'analyse des situations d'entretien pour mieux définir et qualifier les positions occupées dans un espace social singulier. Afin de multiplier les éléments de comparaison, nous élargirons par ailleurs notre groupe d'enquêtés à quelques responsables d'association – et notamment aux trois présidents successifs de l'Association de Promotion de l'Hôpital Public du Germanois (APHPG) –, ce qui nous permettra d'intégrer l'analyse des positions des élus locaux à une réflexion plus générale sur les ressources des personnalités publiques locales dans le Germanois.

Enquêter sur « les classes moyennes » dispense-t-il de réflexivité ?

Françoise Souchon-Zahn, « Les nouveaux maires de petites communes. Quelques éléments d'évolution (1971-1989) », *Revue française de science politique*, 41(2), 1991 : 197-234.

[12] Cela ne signifie pas pour autant, comme on le verra, que la réussite sociale et l'aisance économique ne soient plus d'aucune valeur dans ces luttes politiques locales.

[13] Cf. notamment Marie Cartier, Isabelle Coutant, Olivier Masclet, Yasmine Siblot, *La France des « petits-moyens ». Enquête sur la banlieue pavillonnaire*, Paris, La Découverte, 2008 ; Violaine Girard, « Quelles catégories de classement pour l'analyse localisée de la représentation politique ? Le cas des techniciens élus au sein d'un territoire industriel », *Terrains et travaux*, 19, 2011 : 99-119 ; Marie-Hélène Lechien, « "Petite bourgeoisie nouvelle" ou "nouvelles couches moyennes salariées" ? Retour sur un débat et sur un enjeu, la domination », *in* Philippe Coulangeon, Julien Duval (dir.), *Trente ans après La Distinction de Pierre Bourdieu*, Paris, La Découverte, 2013 : 255-265.

En France, les réflexions méthodologiques relatives aux relations d'enquête et aux interprétations des interactions entre enquêteurs et enquêtés prennent essentiellement appui sur les situations de nette asymétrie sociale. Elles sont consacrées soit aux enquêtes auprès des membres des classes populaires[14], soit aux enquêtes auprès des élites (inter-)nationales, qu'il s'agisse de membres de l'aristocratie et de la grande bourgeoisie, de hauts-fonctionnaires, de chefs d'entreprise et de cadres supérieurs[15]. Dans les deux cas, mais dans une relation de domination inversée, les chercheurs sont confrontés à une profonde distance sociale, et s'il est toujours possible de chercher à atténuer les marqueurs et les vecteurs de la domination (langage, habillement, lieu de l'entretien, préparation de l'entretien, travail sur documents en amont et pendant l'entretien, etc.), ces réflexions nous apprennent également que tout objectif de « neutralisation » de la situation d'entretien est illusoire[16]. Il importe surtout de traiter la situation d'entretien comme une source d'informations en tant que telle, dont la richesse peut s'avérer déterminante, non seulement par les informations factuelles qu'elle livre et qui peuvent être tues ou (trop) rapidement évoquées pendant l'entretien (le lieu où vit l'enquêté par exemple), mais aussi parce que les modes de présentation de soi et les rôles que se donnent les enquêtés face aux enquêteurs constituent un ensemble d'informations pertinentes, souvent complémentaires de ce qui aura été dit pendant l'entretien, et même parfois plus éclairantes[17]. Pourquoi ne pas étendre cette exigence de réflexivité aux nombreuses enquêtes auprès d'agents socialement proches ? Cette question mériterait une investigation spécifique, nous nous limiterons ici à deux constats :

D'une part, les textes de méthodes consacrés aux enquêtes auprès des classes populaires et des classes supérieures indiquent que les chercheurs en sciences sociales se considèrent « collectivement » comme appartenant aux strates intermédiaires de la structure sociale, alors

[14] Gérard Mauger, « Enquêter en milieu populaire », *Genèses*, 6, 1991 : 125-143 ; Michel Pialoux, « L'ouvrière et le chef d'équipe ou comment parler du travail ? », *Travail et emploi*, 62, 1995 : 4-39 ; Emmanuelle Santelli, « Une enquêtrice en banlieue. S'exposer à la précarité et aux rapports sociaux sexués », *in* Jean-Paul Payet, Corinne Rostaing, Frédérique Giuliani (dir.), *La relation d'enquête. La sociologie au défi des acteurs faibles*, Rennes, PUR, 2010 : 57-72.

[15] Michel Pinçon, Monique Pinçon-Charlot, « Pratiques d'enquête dans l'aristocratie et la grande bourgeoisie : distance sociale et conditions spécifiques de l'entretien semi-directif », *Genèses*, 3, 1991 : 120-133 ; Hélène Chamboredon, Fabienne Pavis, Muriel Surdez, Laurent Willemez, « S'imposer aux imposants. A propos de quelques obstacles rencontrés par des sociologues débutants dans la pratique et l'usage de l'entretien », *Genèses*, 16, 1994 : 114-132 ; Sylvain Laurens, « "Pourquoi" et "comment" poser les questions qui fâchent? Réflexions sur les dilemmes récurrents que posent les entretiens avec des "imposants" », *Genèses*, 69, 2007 : 112-127.

[16] G. Mauger, art.cit. : 128.

[17] Stéphane Beaud, « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour "l'entretien ethnographique" », *Politix*, 35, 1996 : 226-257.

même qu'ils figurent parmi la minorité des mieux dotés en capitaux culturels. Mais la rareté des réflexions méthodologiques sur les enquêtes menées en contexte de (relative) proximité sociale indique aussi une forte résistance à se situer plus précisément dans l'espace social, ce qu'impliquerait nécessairement une telle analyse, et une difficulté à nommer les distinctions internes à l'espace des chercheurs en sciences sociales.

D'autre part et de façon complémentaire, lorsque les chercheurs osent livrer quelques éléments concernant leurs origines et trajectoires sociales, les informations font généralement état de la profession des parents, des études poursuivies, et du lieu – la ville ou la région – où ils ont vécu leur enfance et leur jeunesse[18]. On peut remarquer qu'ils tendent en général à minorer leur position sociale, en associant par exemple leur famille d'origine à une petite bourgeoisie ou une bourgeoisie « de province » comme pour mieux signifier la distance aux normes (culturelles notamment) parisiennes (du moins telles qu'on les suppose), mais en omettant de souligner que leurs parents appartenaient (fort probablement) aux groupes socialement dominants dans l'espace local, ce qui conduit à occulter une dimension décisive de leurs socialisations primaires et secondaires. Cet exemple rappelle que les « effets de lieu »[19] sont régulièrement oubliés dans les réflexions méthodologiques, et que cette absence de contextualisation des positions sociales des enquêteurs conduit plus généralement à minimiser la fréquence des situations où ils établissent une relation de complicité, socialement fondée, avec les groupes dominants de l'espace local.

Il nous semble en réalité tout à fait possible d'étendre les analyses de Gérard Mauger, nourries par des enquêtes en milieux populaires, aux enquêtes menées auprès de membres des « classes moyennes ». Là aussi, « tout se passe comme si les enquêtés choisissaient de mettre en avant ce qui, dans les ressources dont ils disposent, leur paraît le plus susceptible de susciter l'estime ou l'étonnement de l'enquêteur et (ou) le plus conforme à la définition légitime : c'est non seulement la langue, les formes d'expression employées (ton, mimique, plaisanteries, etc.), le style adopté, mais également les ressources mises en avant, l'angle adopté dans la présentation de soi qui se trouvent comme objectivement appelés par la structure de la relation entre enquêteurs et enquêtés, définie par leurs positions relatives dans la hiérarchie des

[18] Cf. par exemple M. Pinçon, M. Pinçon-Charlot, art. cit ; Jean-Baptiste Legavre, « La "neutralité" dans l'entretien de recherche. Retour personnel sur une évidence », *Politix*, 35, 1996 : 207-225 ; Stéphane Beaud, « Un fils de "bourgeois" en terrain ouvrier. Devenir sociologue dans les années 1980 », *in* Delphine Naudier, Maud Simonet (dir.), *Des sociologues sans qualités ?*, Paris, La Découverte, 2011 : 149-166.

[19] Pierre Bourdieu, « Effets de lieu », *in* P. Bourdieu (dir.), *La misère du monde*, Paris, Editions du Seuil, 1993 : 159-167.

différentes espèces de capital, mais aussi du sexe et de l'âge »[20]. Et, dans ce cas également, la façon dont les enquêtés s'approprient cette offre de parole et ajustent leurs ressources à la manière dont ils perçoivent socialement et politiquement les enquêteurs peut être considérée comme révélatrice des principes de classement en vigueur dans cet espace social. Ces principes de classement ne concernent pas seulement les frontières internes au groupe étudié. Comme nous le verrons dans un premier temps, l'analyse des situations d'entretien permet aussi de mettre en évidence des mécanismes de différenciation à l'égard des milieux populaires.

Entre personnes *« intelligentes »*. Situations d'entretien et registres de complicité

Nous avons effectué la quasi-totalité de nos entretiens au domicile de nos enquêtés, et ils ont pour la plupart accepté de nous recevoir sans hésitation, que le premier contact ait eu lieu par téléphone ou après une brève rencontre dans l'espace public. Au moment de l'enquête, nous avons d'abord expliqué cette facilité d'accès au « terrain » par le fait que nos enquêtés, personnages publics locaux, soit candidats en campagne électorale ou membres du Conseil municipal (après l'élection de mars 2008), soit responsables d'une association, se faisaient un devoir de nous recevoir, l'entretien faisant partie intégrante du temps consacré à leur engagement. Cependant, si le cadre de l'enquête a certainement favorisé la réception à domicile, entre prendre une ou deux heures de son temps pour recevoir des sociologues et les accueillir chez soi plus de cinq heures, les inviter à manger, leur faire un cadeau ou leur proposer de les revoir de manière amicale, il y a un pas que la grande majorité des enquêtés rencontrés durant cette enquête ont franchi. C'est bien cette quête de familiarité avec deux « sociologues de l'INRA » qu'il s'agit d'interroger. Avant d'analyser ce qui a pu conduire à un accueil aussi bienveillant, commençons par faire état de différents modes de réception qui nous ont été offerts.

« Qu'est-ce qui vous ferait plaisir ? » Recevoir des sociologues de l'INRA

[20] G. Mauger, art. cit. : 137.

Jean-Pierre Murcy est vice-président de l'APHPG. C'est un vétérinaire retraité, âgé de 80 ans lorsqu'il nous accueille à son domicile en juillet 2008. Il nous reçoit en début d'après-midi, nous resterons plus de 3h30 dans son appartement très spacieux du centre de Saint-Germain. L'entretien commence par une prise de parole préparée, structurée, qui dure 23 minutes (sur l'hôpital et l'association), et qui se termine par « *alors maintenant vous allez me poser des questions ?* ». Au bout d'une demie heure, il nous annonce que sa « *femme a fait un clafoutis parce qu'on ne peut recevoir sans rien* », et pour boire avec le clafoutis, « *qu'est-ce que vous préférez ? Qu'est-ce qui vous ferait plaisir ?* » J.-P. Murcy ouvre alors une bouteille de Chablis, pas n'importe quel Chablis, un Dauvissat, un des deux seuls Chablis qui, selon lui, sont de grande qualité et que l'on trouve difficilement à moins de 30 € la bouteille. Nous sommes donc attendus, et bien reçus. J.-P. Murcy met en scène une sociabilité bourgeoise, associant répartition genrée de l'espace domestique (Madame n'apparaîtra que pour nous servir son clafoutis), et valorisation du savoir-vivre et du bon goût. D'ailleurs, lorsque nous nous quittons, il nous fait passer par sa cave dans le sous-sol de l'immeuble, et nous repartons chacun avec une bonne bouteille de Bordeaux.

Il en est de même avec Denis Lefebvre, enseignant récemment retraité du lycée de Saint-Germain qui a quitté la vie politique et son poste d'adjoint au maire de la ville à la suite de son départ en retraite, pour rejoindre avec sa femme le centre de la France où vit leur fille. Le couple a racheté une vaste maison d'architecte (équipée de deux bureaux) dans un bourg choisi « *pour sa beauté* » et la rapidité d'accès aux biens culturels d'une grande ville. Si les modalités de la réception sont moins bourgeoises qu'avec J.-P. Murcy, nous notons cependant dans notre journal de terrain à la suite des 5h30 d'entretien en février 2009 :

> « La maison est très grande pour deux (…). Nous reçoit bien, sa femme nous offre café, boissons… Il avait préparé l'entretien (notes prises en triant ses archives sur les grandes dates de ses engagements), qui vient au bon moment (il vient de finir le tri).
>
> Nous sommes perçus pour des intellectuels avec qui il est agréable d'échanger. Et d'autant plus qu'on a une position extérieure, mais en même temps on vient par l'intermédiaire de l'opposition municipale. Il n'a pas besoin d'en dire beaucoup sur Duclos [le maire de Saint-Germain, avec qui il était en conflit] »

Recevoir, c'est honorer ses invités. Et c'est encore une fois l'épouse de l'homme public qui prend soin des hôtes de son mari, mais cette fois plus directement. C'est elle qui nous offre café et boissons. Mais elle n'apparaît qu'au bout de trois quarts d'heure. La présence de la femme de Denis Lefebvre durant l'entretien semble être à l'image de son soutien à son mari :

appui, alter-ego, mais aussi figure plus conservatrice que lui, comme nous le constaterons à quelques reprises. La situation est forcément différente lorsque c'est l'épouse qui est investie dans la vie politique. Chantal Guillebot et son mari nous reçoivent à déjeuner la veille du premier tour des élections municipales et cantonales. Adhérente du MODEM, elle est candidate à chacune de ces élections, mais sans étiquette, en tant que suppléante d'un candidat de centre gauche aux cantonales, et en tant que membre (et en deuxième position) de la liste d'opposition au maire en place de Saint-Germain. Elle est âgée de 60 ans et sera bientôt retraitée de l'Éducation nationale, où elle est inspectrice d'académie après avoir longtemps été institutrice. Plusieurs années après son divorce, elle se remarie avec Daniel et le couple acquiert une maison bourgeoise du centre du bourg, très bien rénovée, à proximité de la rivière locale qui délimite l'extrémité du jardin. On n'a donc pas ici l'homme public et la femme de l'ombre qui sait recevoir, mais un couple qui donne l'apparence d'un partage des tâches domestiques. Quant à Fabrice Maillard, « *manager de PME* » et chef de file de la liste d'opposition au maire sortant, il rentre du travail plus tard que prévu le soir où il nous a invités, sa compagne (architecte d'intérieur) nous reçoit et nous fait gentiment patienter. Mais là aussi nous sommes attendus, le couple tient à nous garder pour dîner, à nous consacrer du temps : nous allons rester plus de cinq heures chez eux ce soir-là. Et du point de vue de F. Maillard, cette soirée en appelle d'autres, puisqu'il veut nous faire rencontrer des gens, et notamment son copain qui réalise des documentaires. S'il résiste à parler de lui, à se livrer, à raconter son histoire, c'est qu'il s'accorde un rôle d'informateur, capable de discuter avec des chercheurs, de discuter entre personnes qui se comprennent. Et cette complicité s'accompagne de confidences sur la vie privée des élus de la région.

À des degrés divers mais de manière quasi-systématique, on prend donc du temps pour recevoir des sociologues, et on prend soin de nous. Parfois dans le cadre d'une simple posture de savoir-vivre, parfois parce que la proximité sociale perçue par l'enquêté le pousse à vouloir prolonger la relation au-delà de la seule enquête. Le registre de la familiarité est notamment mobilisé par Olivier Duchêne, technicien du spectacle titulaire d'une maîtrise d'économie et marié à une ingénieure de recherche du CNRS. Olivier est également le fils d'un ancien Conseiller général et l'organisateur d'un festival local qui accueille une vingtaine d'artistes régionaux, nationaux et internationaux pendant trois jours d'été tous les ans. Après une première prise de contact, il nous accueille une après-midi entière à son domicile (une ferme rénovée dans un petit village), le tutoiement est spontané et Olivier a le souci de nous aider dans

nos recherches en nous dévoilant par exemple sa version des ressorts interpersonnels qui font les conflits politiques locaux. Nous notons dans le journal de terrain :

> Olivier n'a pas du tout l'air contraint par un travail en cours, et a prévu de nous consacrer largement son après-midi (son portable sonne plusieurs fois, il le raccroche sans même regarder d'où vient l'appel). Arrivés à 14h, nous quittons son domicile vers 17h30, plus du fait de notre fatigue et du besoin de digérer et faire un retour entre nous que parce qu'il nous éconduit. Au contraire, les enfants (une ado et les deux petites) sont arrivés depuis un moment, il les fait patienter (« *attends ma puce, tout à l'heure, papa travaille* »). Très intéressé donc à parler de son expérience et de sa connaissance locales, à mobiliser son capital culturel devant nous aussi : nous sommes des interlocuteurs crédibles, nous appartenons plus ou moins au même monde que lui. Quand on lui demande par exemple de nous raconter l'histoire de l'association qui organise le festival, il répond : « *Alors, la genèse de l'association…* ». Il se présente à nous comme un interlocuteur crédible, qui peut nous être utile : études, de gauche (membre du PS), connaît « *le territoire* ».

Nous verrons plus avant comment interpréter ce sens de l'accueil, qui peut se muer en quête de familiarité. Relevons cependant que tous les entretiens ne se sont pas réalisés dans ce même contexte. Un bon contre-exemple est celui réalisé avec François-Xavier Bernard, Président de l'APHPG et intendant du lycée de Saint-Germain. Une heure quinze d'entretien difficile à négocier, et ici pas de café, ni de clafoutis préparé par une épouse dévouée. L'homme ne semble pas disposé à se confier, et ne se saisit pas de la situation d'entretien comme d'une opportunité pour parler de son parcours, comme le montre ce court extrait d'entretien :

> – « *Et qu'est-ce qui fait qu'en tant qu'intendant, vous vous intéressiez par exemple à la…*
>
> – A l'hôpital ?
>
> – *Qu'au départ vous rentrez dans l'association et puis que petit à petit, vous en devenez président ?*
>
> – Ça n'a rien à voir, c'est en tant que Germanois, et puis essayer de participer à la vie locale quoi, et puis m'intéresser à la vie locale. Ça n'a effectivement rien à voir avec ma fonction, avec ma profession. »

Des sociologues faire-valoir

Si F.-X. Bernard semble surtout nous recevoir par obligation liée à son engagement associatif, la majorité des autres enquêtés sont davantage intéressés par notre présence, et cherchent à mettre en avant une forme de réussite, quelle qu'elle soit. Ces réussites peuvent être politiques, comme dans le cas du maire de Saint-Germain (nous y reviendrons), mais elles sont surtout liées à des trajectoires ascendantes, soit parce qu'elles matérialisent une ascension

sociale (cas de C. Guillebot), voire un processus de notabilisation (D. Lefebvre)[21], soit parce qu'elles sont une forme de revanche sociale après un échec scolaire ou une insertion professionnelle qui ne fut pas à la hauteur des espérances initiales. Ainsi F. Maillard est le fils d'une institutrice qui fut par son engagement auprès des familles une figure d'un quartier populaire de Saint-Germain. Mais il n'obtient pas son baccalauréat, et ce n'est qu'après une réussite professionnelle et l'obtention à près de 40 ans d'un master en management d'entreprise à l'université Paris-Dauphine (« *j'ai le bac +5 sans bac* ») qu'il s'investit durablement dans la vie publique de sa commune d'origine.

Bien recevoir des sociologues n'est donc pas simplement histoire de savoir-vivre (petit-) bourgeois. Si une certaine familiarité se met en place au cours des entretiens, c'est que ce que nous représentons en tant qu'intellectuels de la capitale régionale constitue un univers de référence. Ce n'est pas là simplement question de statut professionnel. Nous sommes alors tous les deux d'âge relativement mûr, autour de 35 ans (33 et 37), ne sommes donc plus étudiants, pouvons mobiliser une connaissance du monde agricole, industriel et politique français, représentons le monde du savoir (universitaires, label INRA)[22]… et nous nous intéressons à eux et à l'espace public local dans lequel ils s'investissent. En effet, dans le Germanois comme dans d'autres zones rurales, mêmes les élites locales souffrent de ce qu'ils perçoivent comme un manque d'intérêt, voire un mépris, de la part des médias, des intellectuels et des instances politiques régionales et nationales[23]. La qualité de l'accueil qu'ils nous réservent exprime donc une forme de gratitude à notre égard. D'autre part, nous contribuons à les instituer représentants de l'espace local – nous sommes en période électorale, mais également en période de mobilisation suite à la « restructuration » de l'hôpital de Saint-Germain –, et ils découvrent en entretien que nous nous intéressons à leur parcours, à leur engagement, ce qui tend également à accroître leur intérêt pour l'enquête.

En cherchant à mettre en place des entretiens compréhensifs, et en essayant de « transformer » nos enquêtés en alliés-intermédiaires, nous utilisons un dispositif assez

[21] Qui s'est par exemple accompagné, pour D. Lefebvre, de la fréquentation de lieux de sociabilité particulièrement distinctifs comme le club de Tennis ou le Lions Club. Pour plus d'éléments, cf. I. Bruneau, N. Renahy, art. cit.

[22] Nous avons donc aussi un rang à tenir. Exemple avec F.-X. Bernard, le président de l'association de défense de l'hôpital qui teste nos connaissances : « *Le PNNS, c'est quoi ?* – Programme National Nutrition Santé. Vous êtes à l'INRA et vous ne connaissez pas ?! »

[23] Lors d'un stage de terrain dans la région du Beaujolais, l'un d'entre nous a par exemple entendu une enquêtée (non dépourvue de ressources économiques et culturelles) lui répéter, émue, à la fin d'un entretien : « Merci de vous intéresser à nous ! »

classique en ethnographie. Mais il faut ajouter que nous sommes aidés par nos propres dispositions. Ainsi la pratique du chant et de la guitare est-elle un atout avec F. Maillard lorsque celui-ci cherche à éprouver nos sensibilités festives (cf. *infra*) ; la connaissance de l'histoire politique française et la capacité à taquiner un(e) élu(e) sans le (la) vexer nous permettent de dévoiler le passé militant de C. Guillebot au Parti communiste, et d'évoquer, en riant, non seulement l'actuel engagement de son fils enseignant au syndicat SUD mais aussi leurs désaccords politiques. Les enquêteurs ne sont donc pas interchangeables, et ce qui nous réunit au-delà du binôme que nous formons est une appartenance originelle à la petite bourgeoisie rurale. On ne peut analyser les conditions de félicité de ces rencontres sans rendre compte de nos origines et trajectoires sociales (cf. encadré). De fait, si les positions strictement politiques peuvent intervenir dans les mécanismes de reconnaissance qui sont au principe des « affinités électives »[24], on ne peut faire l'économie d'une réflexion sur les logiques proprement sociales qui encadrent les interactions et leurs variations au cours d'une enquête ethnographique, que ces interactions donnent lieu à d'heureuses rencontres ou au contraire à des inimitiés difficilement avouables[25].

Deux intellectuels issus de la petite bourgeoisie rurale

Au-delà de nos dispositions et trajectoires différenciées, un certain nombre de propriétés communes nous réunissent et font sens dans l'enquête. Sans avoir de connaissance préalable du Germanois, nos socialisations respectives dans des contextes ruraux morphologiquement proches (distance aux centres urbains, poids des classes populaires) nous ont en quelque sorte prédisposés à investiguer cet objet. Si nos socialisations familiales ont été marquées pour l'un par le divorce précoce des parents, pour l'autre par un foyer « stable », les professions de nos parents – professions intermédiaires de la « main gauche de l'Etat » : assistante sociale, infirmière, éducateur –, l'engagement qui a été le leur dans leurs métiers respectifs fait de nous des héritiers de ce que l'on peut appeler une « petite bourgeoisie assistancielle[26] ». L'espace familial est un lieu où les parents évoquent leur travail social, les « cas » traités, les échecs et réussites de leurs actions professionnelles. Sans céder à l'illusion rétrospective, on peut raisonnablement considérer que cette socialisation primaire s'accompagne donc de la conscience (non formalisée) d'une distance sociale à l'égard des enfants issus des classes populaires locales, que par ailleurs nous côtoyons à l'école ou au football. Disposant d'un

[24] Cf. par exemple ce qu'écrit P. Bourdieu à propos des « affinités électives » dans *La distinction*, Paris, Minuit, 1979 : 267-271.

[25] De ce point de vue, nous ressentons un certain malaise lorsque les chercheurs disent publiquement leur antipathie à l'égard de leurs enquêtés en la justifiant essentiellement par les opinions et comportements des groupes étudiés. Cf. notamment Martina Avanza, « Comment faire de l'ethnographie quand on n'aime pas "ses indigènes" ? », *in* Alban Bensa, Didier Fassin (dir.), *Politiques de l'enquête*, Paris, La Découverte, 2008 : 41-58.

[26] N. Renahy, « D'où je parle. Un sociologue issu de la petite bourgeoisie », *in Mondes ruraux et classes populaires*, Mémoire d'HDR, Université de Nantes, 2011 : 10-63.

capital économique relativement important par rapport à eux, nous n'intégrons pour autant pas les sociabilités enfantines et adolescentes de la « bourgeoisie » locale, qu'elle soit économique ou culturelle (du fait d'une distance de nos parents respectifs à la culture la plus légitime). Cette position d'entre-deux est notamment éprouvée à l'école, où, tout en étant distingués comme bons élèves par l'institution, nous évoluons davantage dans des cercles de sociabilité à tonalité populaire.

Ayant intégré, par nos études, des espaces sociaux urbains, nous découvrons des milieux caractérisés par un volume de capital beaucoup plus important. Comme un certain nombre d'étudiants de notre génération, les études en sciences sociales sont alors l'occasion de poursuivre une trajectoire ascensionnelle, dans un espace des possibles compatible avec nos héritages. En revanche, alors que nous sommes inscrits en thèse à Paris, le « choix » de nos objets (un syndicat agricole de gauche et les ouvriers ruraux) nous permet de « revenir » à un monde que nous étions en train de quitter. Cette double inscription se prolonge au-delà de la durée de nos enquêtes ethnographiques, puisque nous nous installons à la campagne suite à nos recrutements[27].

Même si nous ne sommes pas impliqués dans des rapports de pouvoir en milieu rural (nos scènes professionnelles et une large part de nos sociabilités sont urbaines), les configurations sociales rencontrées dans le Germanois nous sont donc familières, et nos positions sociales, alors adossées à un institut de recherche, nous rapprochent des dominants locaux. Comme pour eux, elles reposent aussi largement sur des certifications acquises en milieu urbain. On se retrouve en affinité avec ces enquêtés parce que l'on a l'habitude de côtoyer des personnes socialement proches ; nos dispositions et *hexis* sont des clés d'entrée sur ce terrain car, parallèlement, les enquêtés perçoivent vraisemblablement une potentielle écoute de leur parole, une compréhension de leur expérience. Enfin, nous les rencontrons après avoir interviewé des membres d'autres groupes sociaux, principalement ouvriers et agricoles (cf. *infra*), et ces connaissances mêmes partielles nous permettent d'accéder plus aisément à leurs récits, incarnés, des rapports de pouvoir dans cette configuration sociale locale.

Se distinguer du populaire et adopter une position de surplomb sur un monde en déclin

D'une manière générale, la présence de deux chercheurs les autorise à s'extraire ponctuellement des luttes politiques locales pour adopter une position de surplomb sur le territoire, qui se traduit le plus souvent par un diagnostic sur *« la crise »* du Germanois et sur la description de certains traits culturels propres aux habitants de la zone. Dans le même temps, en cherchant à instaurer une discussion entre personnes qui se comprennent, ces personnalités

[27] Nous avons conscience de ne rendre ici que très partiellement compte de nos trajectoires respectives. Il faudrait notamment analyser les choix des conjointes et le rôle de celles-ci dans la détermination des lieux de résidence et des fréquentations sociales.

publiques locales livrent des informations sur leurs rapports aux classes populaires. C'est d'abord en évoquant leur parcours professionnel que certains enquêtés en viennent à caractériser la population locale. C. Guillebot quitte la région parisienne et s'installe dans le Germanois en 1992, à l'âge de 44 ans. Elle est alors institutrice, affectée à une école primaire d'une petite commune de la zone. Elle décrit ici *« le choc »* qu'elle a ressenti en découvrant ses élèves :

> « Et puis ben ces gamins (…), ça a été un choc (…). J'avais l'habitude des élèves de la banlieue parisienne et j'ai vraiment alors… je m'attendais à trouver des vrais ruraux dans les élèves. Mais je m'apercevais que quand je prononçais le mot marcassin, ils savaient pas ce que c'était qu'un marcassin par exemple. Et là j'ai senti vraiment une espèce de… alors pas une détresse culturelle, mais un décalage. J'avais pas l'impression d'être face à des ruraux, parce qu'il y avait aucune… il y avait aucune connaissance vraiment approfondie du monde rural. J'avais l'impression que, ben la région me passionnait moi, tant sur le plan je dirais découverte du terrain, histoire, vocabulaire, avec les enfants, alors je trouvais vraiment qu'ils étaient pas très..., je vais être méchante, pas très évolués, quoi ».

D. Lefebvre, qui a fait toute sa carrière au lycée de Saint-Germain, estime lui aussi que ses élèves *« n'avaient peut-être pas tous toujours l'ouverture d'esprit que peuvent avoir des élèves en ville »*[28], mais il refuse de *« se plaindre »*, il n'aurait pas aimé enseigner *« en banlieue »*. En revanche, comme dans le cas de C. Guillebot, la prétention à établir un diagnostic sur les enfants du Germanois est légitimée par une reconnaissance institutionnelle. C'est bien l'institutrice devenue inspectrice qui nous montre son expertise, alors que D. Lefebvre nous fait savoir qu'à la différence de ses *« collègues PEGC »* il avait souvent les classes de Terminale, et particulier la classe de Terminale C, que les proviseurs successifs avaient l'habitude de lui confier.

On retrouve évidemment ce point de vue misérabiliste au-delà du monde enseignant, et cette propension à établir un diagnostic sur le déclin du Germanois est renforcée par le temps de l'enquête (période électorale) et les positions des enquêtés dans les oppositions politiques locales. Mais elle résulte aussi et surtout de la complicité qui s'instaure entre l'enquêté(e) et les enquêteurs, identifiés comme intellectuels adoptant une démarche compréhensive. Nos interlocuteurs se situent alors, inévitablement, du côté de ceux qui savent. O. Duchêne compare

[28] Sur la qualification, misérabiliste, des traits culturels propres aux élèves ruraux, nous renvoyons au travail de l'anthropologue américaine D. Reed-Danahay. Cf. par exemple Deborah Reed-Danahay, Kathryn M. Anderson-Levitt, "Backward Countryside, Troubled City: French Teachers' Images of Rural and Working-Class Families", *American Ethnologist*, 18-3, 1991: 546-564.

les évolutions, au cours des dernières décennies, du Germanois et du territoire voisin où il réside, il ne lui fait aucun doute que le Germanois est en crise, il l'explique notamment par le fait qu'*« il y a moins de matière grise dans le Germanois »*, et en particulier parmi les élus locaux. De son côté, F. Maillard dresse un tableau particulièrement négatif, et ce d'autant plus que l'entretien a lieu après la défaite de sa liste à l'élection municipale à Saint-Germain et la réélection de J.-P. Duclos. Le constat est celui d'une ville *« qui se vide perpétuellement de ses élites »*, incapable d'inverser le cours des choses. A propos du quartier populaire dans lequel il a grandi et des pavillonnaires qui l'entourent, il dit ainsi :

> « Fleurieux c'est beaucoup de misère sociale. Faut pas tourner autour du pot. C'est beaucoup de misère sociale. Et à partir de là, voilà quoi. Bon, moi j'avais joué la carte des jeunes de Fleurieux [sur la liste qu'il conduisait aux municipales], assez mobilisés, machin. Mais bon… là, je me suis lamentablement planté. Une forte abstention aussi là-bas. Et en effet, il y a… Il faut pas se tromper aussi. Il y a Fleurieux, les ensembles. Et puis il y a tous les pavillons. Avec des vieux qui sont là : "surtout faut pas que ça bouge". Je sais, il y a mon père qui est dedans. Surtout faut pas que ça bouge quoi. La ville a le temps de crever, c'est pas grave, nous on va crever aussi. Ce qu'il faut, c'est qu'on nous foute la paix quoi. Voilà, donc l'Jean-Paul, voilà, "l'Jean-Paul, on le connaît depuis 20 ans". Moi je discutais un jour avec un mec qui me dit… Je lui dis : "mais de toute façon, toi, t'as voté Duclos ?". Il me dit (prend un ton las) : "bah ouais, j'ai voté Duclos mais je le connais depuis 30 ans." Je dis : "et alors ? Depuis tu sais quand même que depuis 30 ans, tu le sais qu'il est con comme un manche ! (Ivan rit)". "Oui mais c'est l'Jean-Paul." Il y a une espèce de fatalisme. Dans le coin, c'est ça aussi qui tue St-Germain. Une espèce de fatalisme : "Voilà, c'est comme ça, bah on va mourir, bah c'est comme ça" »

Pour autant, cet exemple ne saurait laisser penser que la distance à l'égard du populaire n'est que le produit des déconvenues politiques. Leurs diagnostics sur le Germanois s'expliquent avant tout par leurs ressources et aspirations sociales. Dans les descriptions négatives du Germanois peuvent en effet s'exprimer certaines craintes concernant leur avenir et celui de leurs enfants. Le choix des établissements scolaires peut alors apparaître comme déterminant. C'est notamment ce qu'on perçoit dans le long d'extrait d'entretien qui suit, au cours duquel Jean Belet, technicien à l'Office National des Forêts (ONF), maire d'une petite commune, marié à une sculptrice, commence par évoquer l'enclavement du territoire, puis nous confie son regret d'avoir laissé ses enfants au collège de Saint-Germain.

> *« Puis il faut avoir une voiture quoi.*
> Voilà, c'est ça, ouais. Alors on a un commerçant qui passe, bon les gens, ça va à peu près mais pfft… Moi, par exemple, là, je me vois pas vieillir dans le coin quoi, je me dis putain, la qualité de vie, l'hôpital est fermé, euh… si t'as, je sais pas, un problème cardiaque d'urgence… Bon, y a plus d'urgence déjà. Du samedi au machin… (Rires) Les gens se rendent pas compte…
> *Oui, faut pas avoir d'accident le week-end…*
> Je veux dire faut être jeune, en bonne santé et puis je sais pas, parce qu'avoir un métier ici, c'est pas… ah si, faut gagner du pognon ou y venir en vacances, alors là, ça c'est magnifique l'été, le

printemps ici, … mais alors moi, ma vieillesse, je la vois pas passée ici, moi j'ai pas investi pour acheter une maison ici, je sais pas où j'irai mais… ça va être très dur, parce que je vois pas comment ils vont remonter le truc hein, ça baisse de jour en jour quoi.
Qu'est-ce qui faudrait d'après vous ? C'est quoi les pistes ?
Moi j'en vois pas hein, je crois que le rural est condamné et puis c'est tout parce qu'il faudrait trouver du boulot pour les gens, là y aurait une grosse… Les gens auraient du boulot, à mon avis ça irait, mais jamais personne va venir s'installer à Saint-Germain, c'est pas bien desservi puis ils vont pas trouver de gens pour bosser en plus, c'est quand même… les jeunes sont barrés, moi mes enfants sont partis, je veux dire ils ont pas pensé qu'un jour ils bosseraient à Saint-Germain, alors qu'ils avaient des copains, ils se plaisaient bien, ils sont nés à la maison forestière, mais non.
Ils ont fait quoi vos enfants alors ?
Ils sont en école de commerce, tous les deux. (…)
Et ils sont où alors ?
Alors le fils est actuellement à Canton, en Chine, il fait un VIE [volontariat international en entreprise] dans le… pour une entreprise de Saint-Etienne, dans le… comment…il est sourceur et puis… je sais plus comment on appelle ça, dans le tissu, pour une boîte française qui essaie d'ouvrir quelque chose en Chine. (…)
Il avait fait chinois à l'école ?
Oui, ouais ouais.
Où ça ?
Euh… bah il avait fait chinois, bah quand il était à l'ESSEC, parce qu'on avait essayé de lui faire faire chinois quand il était petit, d'aller à Dijon et ça nous avait été refusé, en disant : "Ouais, vous voulez venir à Jean de La Fontaine parce que c'est une école huppée et le chinois c'est l'alibi, quoi"
Ouais, ouais.
Ma foi tant pis, et on s'est… ma femme surtout s'est toujours reprochée de les avoir laissés à Saint-Germain, parce qu'au niveau…
Ils ont fait le lycée tous les deux à Saint-Germain ?
Non, non, non, ils ont pas fait le lycée, le petiot est parti en troisième parce que ça allait pas et depuis, la fille, on l'a mise à Dijon parce que d'un point de vue scolaire, bon, ça allait pas quoi. Je pense que je les ai plantés à les laisser entre guillemets "dans un trou" quoi.
Au collège à Saint-Germain ?
Ouais, parce que bon, je veux dire intellectuellement, ils étaient pas mauvais, on les laissait ici, ils auraient été en échec scolaire à mon avis.
Donc ils ont fait collège à Saint-Germain tous les deux ?
Oui, une partie, oui, collège, oui. Et puis c'est après, mais le collège c'est de la sixième à la troisième, ils sont partis en troisième tous les deux à Dijon.
A Dijon ?
Dans une école privée. »

Cette distance au populaire, qui peut parfois s'accompagner d'un mépris de classe, a largement contribué à ce qu'on finisse par « trancher »[29] en faveur de l'expression « petite bourgeoisie » pour qualifier sociologiquement le groupe étudié. Ce choix mérite quelques explications complémentaires. Tout d'abord, au début de l'enquête, parallèlement à la volonté d'étudier la scène politique locale, nous avons, chacun de notre côté, réalisé des entretiens dans d'autres groupes sociaux. N. Renahy s'est intéressé à l'usine sidérurgique de Fontenay, et a interviewé des cadres, des ouvriers, des responsables syndicaux de l'usine, de même qu'il a

[29] Pour reprendre l'expression de M.-H. Lechien, art. cit. : 265.

rencontré des dirigeants du club de football de la commune. I. Bruneau a commencé une enquête sur le rapport à la politique des agriculteurs, et s'est intéressé à la mobilisation contre la fermeture des services de maternité et de chirurgie de l'hôpital de Saint-Germain[30], ce qui nous a aussi conduits à interviewer ensemble quelques salariés de l'hôpital. Ce point est essentiel : en laissant ouvert l'éventail des acteurs pertinents, cette enquête ethnographique nous a dans un premier temps confrontés à une diversité de situations sociales et professionnelles[31]. Et c'est ensuite la comparaison de ces milieux sociaux qui nous a permis de faire apparaître les caractéristiques fondant une appartenance commune à cette « petite bourgeoisie rurale ». Cette qualification est d'abord faiblement étayée, elle intervient au cours d'une discussion après un entretien, et l'analogie avec les analyses de Pierre Bourdieu dans *La distinction* est alors assez confuse. Elle devient plus consistante en définissant relationnellement les propriétés distinctives du groupe : des professions principalement situées dans les PCS « cadres » et « professions intermédiaires » mais, sauf rares exceptions, des liens distants aux élites régionales, des niveaux de diplôme élevés si on les compare à ceux du Germanois, des trajectoires sociales ascendantes, accompagnées de mobilités géographiques, souvent prolongées par les parcours scolaires et professionnels de leurs enfants[32], et des relations amicales situées dans des milieux socialement proches. Si ces caractéristiques sous-tendent les engagements qui leur confèrent une visibilité dans l'espace public local, elles les maintiennent surtout à distance des classes populaires, et se traduisent par des conditions de vie, des ressources matérielles, des univers de référence et des pratiques culturelles (loisirs inclus) clairement différenciés. De plus, plusieurs d'entre eux participent à l'encadrement des classes populaires par leur profession ou un engagement associatif. On comprend alors aisément que les expressions « classes moyennes » et « couches moyennes » ne peuvent rendre compte ni de ce différentiel de ressources à l'égard des classes populaires, ni des stratégies visant à le conserver. De même, dès lors qu'elles sont inscrites dans cet espace localisé de positions sociales, les ressources et aspirations sociales de nos enquêtés, légitimant leurs positions

[30] Le 23 juin 2008, environ 3000 personnes défilent dans les rues de Saint-Germain, les élus et les membres de l'APHPG sont en tête du cortège. Cette manifestation est alors perçue comme « l'une des plus grosses » dans l'histoire de la ville.

[31] Comme souvent, nous n'avions au départ qu'une idée assez vague de l'enquête que nous étions en train de mener, mais ne pas circonscrire trop tôt l'objet de recherche et la population étudiée correspondait bien au caractère nécessairement inductif de l'enquête ethnographique.

[32] De telles stratégies familiales peuvent aboutir à une forme d'ethnocentrisme de classe lorsqu'il s'agit de poser un « diagnostic » sur le territoire. Ainsi lorsque nous interviewons le premier adjoint au maire de Fontenay, directeur d'école retraité, et que celui-ci nous affirme que « les jeunes ne restent pas dans le Germanois », nous lui demandons de préciser : il mobilise alors uniquement le devenir de ses enfants, de ceux du maire et du deuxième adjoint.

dominantes, ne peuvent être rapprochées de celles des « petits-moyens » habitant en banlieue pavillonnaire[33].

Mais dans ce cas, pourquoi parler de « petite » bourgeoisie plutôt que de les situer comme membres à part entière de la bourgeoisie locale ? Cette question pose un vrai problème sociologique, puisqu'elle nous oblige à privilégier la prise en compte du capital économique pour définir « la bourgeoisie », mais il nous semble important de mettre l'accent sur le fait qu'à l'exception du vétérinaire retraité, ces personnalités publiques ne disposent pas de ressources économiques comparables à celles des membres de la bourgeoisie locale, qu'ils soient membres des professions libérales, chefs d'entreprise ou agriculteurs céréaliers[34]. Toutefois, qualifier nos enquêtés de « petits bourgeois » n'implique pas de s'en remettre totalement aux analyses développées dans *La distinction* pour décrire les dispositions de nos enquêtés. De fait, certaines des attitudes que Bourdieu associe à la petite bourgeoisie, comme « le rigorisme répressif » et « ascétique »[35], nécessaires à la rentabilisation des stratégies ascensionnelles, ne correspondent pas à ce que nous avons observé[36]. De même, nous ne souscrivons pas au registre légitimiste qui accompagne certaines descriptions (parfois ironiques) de « la culture moyenne » de la petite bourgeoisie. En revanche, nous nous inscrivons pleinement dans le sillage de *La distinction* en refusant de considérer cette petite bourgeoisie comme un ensemble monolithique et en cherchant à distinguer plusieurs fractions de classe. Or, là encore, il nous semble possible de faire apparaître certains décalages significatifs en nous arrêtant sur les situations d'entretien.

Une analyse relationnelle des différenciations entre petites bourgeoisies rurales

[33] Cf. M. Cartier *et al.*, *op. cit.*

[34] On le perçoit notamment en comparant les habitations. Si nos enquêtés sont propriétaires de leurs maisons, que celles-ci sont généralement grandes et confortables, elles ne sont pas comparables aux immenses propriétés des groupes les plus riches de l'espace local, dont le caractère spectaculaire vise clairement à exposer la réussite économique. Sur ce point, cf. la contribution de Gilles Laferté à cet ouvrage.

[35] Cf. P. Bourdieu, *op. cit.*, chap. 6, et p. 406 en particulier.

[36] Nous n'excluons pas que ce soit le cas de quelques-uns de nos enquêtés, mais nous ne pouvons pas en faire une caractéristique du groupe. Voir aussi la discussion très stimulante que proposent M. Cartier, I. Coutant, O. Masclet et Y. Siblot, "From the 'petite bourgeoisie' to the 'little-middles': an invitation to question small-scale social mobility", *in* Philippe Coulangeon, Julien Duval (eds), *The Routledge Companion to Bourdieu's Distinction*, Londres, Routledge, 2015 : 63-77.

Comme on l'a vu, nos enquêtés se saisissent en général de l'entretien comme d'une opportunité de valoriser leurs points de vue auprès de gens dotés d'un savoir, et ce mode d'appropriation de la situation d'entretien donne lieu à une mise à distance des milieux populaires. En outre, l'impression d'homogénéité est renforcée par le fait que plusieurs d'entre eux se connaissent personnellement – certains entretiennent des relations amicales –, et que les personnes qu'ils nous recommandent se révèlent toujours être socialement proches. Cependant, l'analyse des entretiens montre aussi que les ressources mises en avant et les registres de complicité privilégiés par les enquêtés ne sont pas totalement identiques. Cette approche suppose aussi de reconnaître, comme le soulignait Daniel Bizeul, que le chercheur « engage lui-même des relations différentes avec les uns et les autres au sein d'une même communauté »[37]. Objectiver ces variations, dans une perspective relationnelle, permet d'identifier des sous-espaces au sein des groupes investissant la scène publique locale, et donc aussi d'affiner la compréhension des positions occupées dans cet espace social localisé. Avant de mettre en évidence quelques-unes de ces différenciations internes, on commencera par évoquer notre entretien avec J.-P. Murcy, un temps président de l'APHPG, et représentant des fractions hautes de la bourgeoisie locale.

Un cas de non-reconnaissance sociale

Né à la fin des années 1920, J.-P. Murcy a grandi à Neuilly, dans un univers à la fois caractérisé par une réelle aisance économique – *« mon père travaillait dans la haute banque »* – et par un fort attrait pour le monde intellectuel, incarné par sa mère, qui « *avait eu la chance de faire des études* », et qui connaissait personnellement des écrivains, des artistes et des scientifiques. Durant l'entretien, ces deux dimensions sont bien présentes, « le monde de l'argent » et la réussite matérielle sont régulièrement convoqués, comme lorsque Jean-Pierre nous dit qu'il *« fai(t) une heure de bourse par jour »*, et cette activité quotidienne est d'ailleurs matérialisée par les journaux posés sur la table du salon : *La lettre aux actionnaires de GDF, Le revenu, La vie financière.* Surtout, en nous donnant le prix de plusieurs de ses acquisitions, cet ancien vétérinaire nous fait clairement comprendre qu'il ne manque pas de ressources économiques. Toutefois, face à nous, il expose surtout son goût pour le savoir, la culture, à

[37] Daniel Bizeul, « Le récit des conditions d'enquête : exploiter l'information en connaissance de cause », *Revue française de sociologie*, 39-4, 1998 : 755.

travers l'omniprésence du mot *« intelligent »* d'abord, mais aussi par la nature et la fréquence des citations qui jalonnent son propos. Lorsque sa femme nous apporte le clafoutis qu'elle a préparé, Jean-Pierre ajoute : *« "le véritable Amphitryon est l'Amphitryon où l'on dîne" a dit Molière, nous attachons beaucoup d'importance à ça nous, on n'est pas gourmand, on est plutôt gourmet, parce qu'il n'en faut pas de trop »*. De même, à plusieurs reprises au cours de l'entretien, il nous confie qu'il fait souvent des conférences, notamment dans le cadre du Rotary Club, *« sur les femmes dans la vie de Balzac »* par exemple. Mais, sous cet angle, le point d'orgue de l'entretien est probablement la visite de l'appartement qu'il a acheté (dans le même immeuble) pour y déposer ses œuvres d'art. Il s'agit donc d'un appartement-musée où on trouve des tableaux, des livres anciens, des sculptures, des objets d'art (vases, statuettes, assiettes). Les livres sont ceux d'auteurs consacrés (Balzac, Saint-Simon par exemple), les objets d'arts, dont certains ont été achetés il y a 40 ans, ont beaucoup de valeur, et ses connaissances en histoire de l'art l'autorisent à dévaluer, au cours de la visite, l'importance des artistes connus du grand public : *« Vous voyez ? ce qu'a fait après, Picasso, vous savez, je suis pas anti-Picasso, mais bon, il a rien inventé quoi. »*

Mais cette visite du « musée » personnel est aussi un bon indicateur d'une distance sociale entre l'enquêté et les enquêteurs. Nos réactions, « oui c'est joli », « oui c'est beau » révèlent notre incapacité à évaluer, à apprécier la valeur des œuvres, et donc par la même occasion la difficulté de l'enquêté à s'ajuster à ses interlocuteurs. Il nous situe du côté de la culture, du savoir, sans vraiment comprendre que le milieu social des deux enquêteurs s'organise principalement autour de la valorisation d'un savoir scolaire, ou de références culturelles transmises par l'institution scolaire. Outre le décalage générationnel, ce malentendu révèle aussi sa distance à l'égard du monde enseignant ou de l'animation socio-culturelle (ses enfants ne travaillent pas non plus dans ces secteurs). Cette non-reconnaissance sociale va de pair avec une incapacité à situer politiquement les enquêteurs, comme en attestent ses fréquentes stigmatisations des comportements populaires, plus explicites que ce que l'on a pu entendre au cours des autres entretiens.

S'accorder socialement : la valorisation des affinités culturelles

Dans notre population enquêtée, J.-P. Murcy constitue un cas-limite, mais d'autant plus intéressant qu'il révèle, par contraste, les formes de complicité établies avec nos autres

enquêtés. En effet, C. Guillebot, longtemps enseignante et mère de deux enfants devenus enseignants, dira par exemple à l'un d'entre nous, « vous me faites penser à mon fils ». C'est cette même reconnaissance sociale qui est à l'œuvre lorsque F. Maillard prend sa guitare et commence à chanter à la fin du repas. Mais si ces entretiens se déroulent dans une atmosphère détendue et propice aux confidences, c'est aussi parce que nous nous adaptons nous-mêmes à ce que nous proposent nos enquêtés. F. Maillard prend sa guitare deux heures après avoir commencé à discuter, et si la discussion commence par un entretien réalisé dans des conditions classiques (dans le salon, assis, avec enregistreur), il cherche d'emblée à la faire glisser sur un registre de complicité fondé sur l'humour, et nous entrons dans ce jeu[38]. S'il se sent autorisé à jouer de la guitare, c'est bien que cette proximité lui apparaît évidente. Et cette proximité, il la construit sur la valorisation d'un capital culturel avec lequel on se sent globalement en affinité. L'entretien est jalonné de références à des connaissances personnelles qui travaillent dans le monde de « la culture » : son frère qui est administrateur d'une troupe de théâtre, un cousin qui est régisseur d'une salle de spectacle dans la principale ville de la région, un ami d'enfance, originaire de Saint-Germain, qui vit à Nantes et qui fait des documentaires, etc. Il en profite aussi pour citer Lévi-Strauss ou évoquer Kiki de Montparnasse. Et puis, force est de reconnaître que les chansons de son répertoire nous parlent (Maxime Le Forestier, Cat Stevens, Téléphone par exemple), et encore plus pour celui d'entre nous qui a plus « baigné » dans l'animation socio-culturelle.

Pourquoi ces personnages publics locaux recherchent cette familiarité ? On peut d'abord constater qu'on observe principalement ce registre de complicité parmi les opposants au maire de Saint-Germain, J.-P. Duclos, clairement positionné à droite de l'échiquier politique. Ils se saisissent alors de notre présence pour conforter leurs critiques du maire, de sa *« médiocrité »* et de ses pratiques *« clientélistes »*. Mais cette familiarité ne repose pas sur la conscience d'une convergence politique. C. Guillebot est membre du MODEM de François Bayrou, F. Maillard dit être très intéressé par ce parti, et O. Duchêne est membre du Parti Socialiste. Ces enquêtés comprennent assez vite que nous ne partageons pas leurs sensibilités politiques, et le registre de complicité qu'ils mobilisent est probablement lié à cette divergence. Tout se passe comme s'ils cherchaient à nous dire que nous avons des choses en commun au-delà de ce qui nous distingue politiquement. Et de leur point de vue, ce que nous avons en commun c'est d'abord

[38] Sur la nécessité d'intégrer l'humour à l'analyse des situations d'enquête, cf. Gwenaëlle Mainsant, « Prendre le rire au sérieux. La plaisanterie en milieu policier », *in* Alban Bensa, Didier Fassin (dir.), *Les politiques de l'enquête*, Paris, La Découverte, 2008 : 99-120.

notre capacité à poser un regard lucide, informé par un savoir certifié par l'institution scolaire. Lorsque F. Maillard critique la politique budgétaire de l'équipe municipale, il recourt à un argument ultime : *« Être gestionnaire, moi je crois savoir de quoi on parle, j'ai un master en management d'entreprise. »* Ces enquêtés, représentant « le pôle culturel des classes moyennes[39] » du Germanois, appartiennent de fait à la fraction de la population locale la plus fortement diplômée, et ce d'autant plus lorsque les diplômes universitaires ont été acquis dans les années 1970, dans un état antérieur du système scolaire, marqué une très faible proportion de bacheliers[40]. C'est donc aussi dans ce sous-espace social que la reconnaissance de la légitimité culturelle associée à la possession de titres scolaires est la plus forte. Dans le cas d'O. Duchêne, la situation d'entretien est même caractérisée par un « effet de légitimité », dans la mesure où les ressources mises en avant sont bien le produit de la perception d'un déséquilibre[41]. Comme il nous l'avoue pendant l'entretien, Olivier a longtemps souhaité exercer le même métier que sa mère, qui était institutrice. Surtout, celui qui est intermittent du spectacle reconnaît lui-même à demi-mot qu'il n'a pas réussi à convertir sa maîtrise de sciences économiques (obtenue au début des années 1990) en une position professionnelle stabilisée. En effet, après ses études, il a multiplié les expériences relativement courtes dans divers secteurs professionnels. On peut alors analyser l'entretien comme une tentative, réussie, de valorisation des connaissances acquises au cours de cette succession d'expériences. Il se présente à nous comme un informateur conscient de sa multipositionnalité, capable de parler de « la culture » dans l'espace local (en tant qu'intermittent et organisateur d'un festival), des enjeux et responsables politiques locaux (fils d'un ancien Conseiller général, lui-même membre du PS), et de l'agriculture locale (son père était agriculteur), tant en usant constamment de la comparaison entre le Germanois et d'autres régions environnantes. De surcroît, s'il procède à plusieurs reprises à une analyse de la situation sociale et politique locale, il cherche aussi à nous faire accéder aux informations qu'on ne trouvera pas dans les livres ou dans la presse, aux informations qu'on ne peut accumuler qu'en entretenant des relations personnalisées dans différents milieux sociaux, comme s'il voulait nous montrer qu'il possède des ressources dont nous sommes dépourvus. Mais ces ressources prennent bien place dans un espace de référence

[39] P. Bourdieu, *op. cit.* : 397.

[40] C'est notamment le cas de trois de nos enquêtés représentant ce pôle culturel, Chantal Guillebot, Jean Belet et Patrice Alteri (maire de Fontenay, et candidat aux élections cantonales contre Jean-Paul Duclos).

[41] Cf. Bernard Lahire, « Variations autour des effets de légitimité dans les enquêtes sociologiques », *Critiques Sociales*, 8-9, 1996 : 93-101. Il écrivait notamment : « Pour qu'un effet de légitimité "prenne", il faut donc que l'enquêté ait un minimum de connaissances de l'univers culturel légitime et qu'il ait un minimum de foi dans la légitimité et l'importance de cet univers culturel. » (p.94)

d'ordre culturel (le « savoir » local, la sociologie des personnages publics et de l'économie locales, etc.), ce qui nous a conduit à identifier cette fraction de classe comme relevant d'une petite bourgeoisie culturelle. On peut situer cette dernière dans la continuité de la « petite bourgeoisie nouvelle » de Bourdieu, mais la relative indétermination des positions et l'avenir incertain qui caractérisaient cette dernière dans les années 1960-1970 ne peuvent plus distinguer cette fraction de classe, du fait de la relative stabilisation des professions évoquées par Bourdieu, des transformations des formes de détention de capitaux culturels, et du poids toujours plus fort de la certification scolaire[42].

Ces ressources, habituellement mobilisées dans les luttes politiques et symboliques locales, sont mises à profit dans les interactions avec deux intellectuels incarnant un capital culturel légitime. Un tel capital s'acquiert en ville, et la quête de familiarité peut aussi se comprendre par le fait qu'on partage avec certains d'entre eux un point de vue allochtone sur le Germanois : tous sont diplômés de l'université et, surtout, continuent de se référer à la culture légitime dans une logique de distanciation d'avec l'espace local. J. Belet et C. Guillebot viennent d'une autre région, alors que F. Maillard, lui, a quitté le Germanois pendant près de 20 ans avant de venir s'y réinstaller en 2007. En outre, dans certains cas, lorsqu'ils ne travaillent pas dans le Germanois, comme pour C. Guillebot et F. Maillard, les lieux de validation des *« compétences »* sont même extérieurs à l'espace local, et les réussites professionnelles sont donc en partie soustraites au regard des habitants[43]. Leur extranéité (partielle) et leur mobilité géographique ont bien sûr des effets sur leurs dispositions à échanger avec des chercheurs venant de la capitale régionale – cette situation sociale leur est certainement moins inhabituelle que pour d'autres enquêtés –, mais cette forme d'appropriation de la situation d'entretien est aussi un bon indicateur de l'isolement social auquel sont confrontés les membres de cette petite bourgeoisie culturelle, et ce même lorsqu'ils aspirent à des fonctions de représentation de la population.

Les ressources d'une petite bourgeoisie technicienne

[42] Cf. Lise Bernard, « Réflexions sur la "petite bourgeoisie nouvelle" dans les années 2000 », *in* P. Coulangeon, J. Duval, *op. cit.* : 266-277.

[43] Pour une situation inverse, les instituteurs travaillant dans le Germanois mais ayant leurs réseaux de sociabilité dans les centres urbains, voir le chapitre de Lorenzo Barrault dans cet ouvrage.

Si les entretiens avec les membres de la petite bourgeoisie culturelle sont caractérisés par l'instauration progressive d'une complicité, d'autres enquêtés, sans refuser notre offre de parole, se saisissent de la situation d'entretien pour exposer d'autres ressources. Il ne s'agit pas pour eux de redéfinir la relation d'enquête en essayant d'imposer des valeurs *a priori* étrangères au monde des intellectuels, comme certains jeunes de milieux populaires cherchant « la reconnaissance par l'enquêteur de la légitimité des valeurs de virilité »[44]. Mais il s'agit de mettre en avant des ressources spécifiques non immédiatement identifiables si on s'en tient à la valeur faciale de leur capital scolaire et/ou de leur position professionnelle. Comme les membres du pôle culturel, ces enquêtés ont des niveaux de diplôme élevés – et ce d'autant plus si on les compare aux Germanois de leur génération –, mais cette certification scolaire est laissée au second plan pendant l'entretien. Dans leurs interactions avec les enquêteurs, ils valorisent le faire par opposition aux discours, la connaissance pratique plutôt que les théories non informées, et cherchent à incarner le dévouement à la population locale pour mieux moquer les ambitions individuelles[45]. De plus, autre différence avec les registres de complicité évoqués précédemment, nous sommes nous-mêmes plus prudents et donc aussi plus distants (au moins dans un premier temps), alors que nos enquêtés éprouvent davantage de difficultés pour nous situer, socialement et politiquement.

Le maire de Saint-Germain, J.-P. Duclos, en constitue une bonne illustration. Alors que nous nous présentons à lui à la fin d'une réunion publique en mars 2008 (pendant la campagne pour l'élection cantonale), il nous répond qu'il nous avait *« repérés »* lors d'une autre réunion quelques jours plus tôt, mais il nous avoue, en souriant, s'être trompé sur notre identité : *« je pensais que vous étiez des espions du Front national »*. C'est d'autant plus embêtant qu'il s'évertue à *« être précis »*, à *« tout noter »* sur les personnes qu'il rencontre, à tout comptabiliser[46], et plus généralement à être constamment informé de ce qui se passe dans le Germanois. Pendant l'entretien, comme en situation publique, celui qui est maire depuis 1995 et conseiller général depuis 1988 s'enorgueillit de la réussite d'une pratique politique qu'il a faite sienne, en autodidacte, à distance des discours venus d'ailleurs : *« Pour être élu dans une zone comme Saint-Germain, il faut être présent sur le terrain, le reste c'est du cinéma*. » Cette

[44] G. Mauger, art. cit. : 141.

[45] Ces attitudes ne constituent donc pas des traits culturels propres aux classes populaires. Elles peuvent être incarnées par certains pôles des « classes moyennes » dès lors qu'elles prennent sens dans les luttes entre fractions de classe.

[46] Comme le nombre de poignées de main pendant le week-end du 14 juillet. Pour un portrait un peu plus long, cf. I. Bruneau, N. Renahy, art. cit. : 63-64.

survalorisation de l'ancrage local ne s'explique pas seulement par les luttes qui l'opposent à ceux qui ne sont pas « d'ici », comme certains membres du « pôle culturel ». En effet, alors qu'il a grandi à Mourot, une petite commune située à cinq kilomètres de Saint-Germain, l'obtention du baccalauréat au début des années 1970 et une formation en informatique à Paris auraient pu l'éloigner durablement de sa région d'origine, comme cela a été le cas pour de nombreux bacheliers de sa génération. Mais il n'a pas réussi à conserver une activité professionnelle correspondant à cette spécialisation post-baccalauréat, et sa trajectoire ascensionnelle a été interrompue[47]. La carrière politique, rendue possible à la fois par sa socialisation primaire et par un contexte politique local très favorable[48], apparaît bien comme une voie de rétablissement social, et ce d'autant plus lorsque, à partir du milieu des années 1990, le cumul des indemnités lui a permis de ne vivre que de la politique. Ses multiples réélections sont alors vécues comme des succès professionnels, et il tient à nous montrer qu'ils ne sont pas dus au hasard, mais bien à une méthode et à un engagement sans faille, dont ses adversaires sont, selon lui, dépourvus. On comprend ici que l'autochtonie ne peut devenir un capital, politiquement déterminant[49], que parce qu'elle s'imbrique parfaitement à d'autres ressources caractéristiques de ce sous-espace social, produites par une position intermédiaire dans la distribution du capital économique et du capital culturel.

De fait, dans cet éloge de la rigueur, de la précision, de la systématicité, on retrouve des attitudes que Bourdieu associait à « la petite bourgeoisie d'exécution »[50]. Cette catégorie, dès lors qu'on l'utilise dans une perspective relationnelle, peut toujours contribuer à faire apparaître les oppositions internes à la petite bourgeoisie, mais notre enquête nous conduit à privilégier l'expression « petite bourgeoisie technicienne », dans la mesure où nos enquêtés, dans leurs professions, occupent des positions qui les conduisent aussi à prendre des décisions, à diriger des petites équipes, à se comporter en responsables. Et c'est précisément ce que met en avant François-Xavier Bernard, l'intendant du lycée de Saint-Germain, et président de l'APHPG au moment de l'entretien. Ce fonctionnaire de catégorie A, en poste au lycée depuis 1980, a par le

[47] Son père était vigneron et sa mère tenait le café du village.

[48] À l'âge de 24 ans, en 1976, il adhère au Rassemblement pour la République (RPR), au moment où ce parti est créé nationalement, et dans le canton de Saint-Germain, politiquement très conservateur, J.-P. Duclos peut rapidement s'appuyer sur la constitution d'un groupe militant composé de jeunes de sa génération.

[49] Ce capital d'autochtonie devenu capital symbolique a non seulement fondé les victoires électorales de J.-P. Duclos, mais il a aussi grandement facilité l'entrée dans la carrière de son fils, Benoît, élu maire de Mourot en 2008, et président de la communauté de communes en 2015, à l'âge de 33 ans (fonctionnaire territorial de catégorie B).

[50] Cf. P. Bourdieu, *op. cit.* : 404-409.

passé pris part aux compétitions politiques locales. En 1995, il était ainsi sur une liste opposée à celle de J.-P. Duclos, et il précise que sa liste était dirigée par un homme qui travaillait alors dans un cabinet ministériel, comme pour mieux attester du sérieux de cette entreprise. Mais en novembre 2008 il se tient résolument au-dessus des *« rivalités »*, des *« luttes fratricides »* entre élus locaux, dont il regrette qu'ils n'aient pas de *« projet »* pour le Germanois[51]. En tant que président de l'APHPG, il défend une posture réaliste, pragmatique, son objectif principal étant de maintenir *« de l'activité, des emplois sur le territoire »*, de la même façon qu'il avait œuvré, quelques années plus tôt, à l'installation d'une grande enseigne de supermarché à Saint-Germain. Les mots utilisés sont identiques à ceux employés pour décrire son métier, il s'agit avant tout d'être *« efficace »* (le mot est utilisé 14 fois en 1H15), tant dans le cadre des responsabilités associatives que dans la fonction d'intendant, qui consiste principalement à faire en sorte que 1500 repas soient servis quotidiennement. Cet engagement professionnel a d'ailleurs été prolongé par un engagement associatif, puisqu'il a longtemps été président d'une association nationale *« représentant la restauration collective en gestion directe »*. En observant son domicile – une maison et un intérieur bourgeois –, et la façon dont il entre en interaction avec nous – un fonctionnaire peu impressionné par notre statut –, on peut aussi interpréter ces multiples engagements associatifs comme des lieux de production de rétributions symboliques permettant de compenser le faible prestige associé à sa profession.

Les aspirations sociales peuvent être moindres au sein de cette petite bourgeoisie technicienne, mais les attitudes valorisées pendant l'entretien restent convergentes, comme on a pu le constater avec Pierre Le Goff[52]. Né pendant la Seconde guerre mondiale, issu de milieux populaires, ses bons résultats scolaires le conduisent jusqu'au lycée de Saint-Germain à la fin des années 1950. Il se définit lui-même comme *« un très bon élève »*, et ajoute qu'il était *« le seul du village à être allé au lycée »*. Mais il est appelé en Algérie alors qu'il n'a passé que la première partie du baccalauréat. P. Le Goff, qui souhaitait obtenir un bac Math élem. avant d'entrer aux Eaux et Forêts, nous dit clairement que *« la guerre d'Algérie a détruit (sa) vie professionnelle »*. À son retour en 1962, il est d'abord surveillant pendant quelques années au collège de Saint-Germain, puis se fait embaucher en 1966 dans le centre technique d'un organisme de recherche publique installé dans la région, d'abord *« sur un poste administratif »*,

[51] Il reste cependant bien informé, puisque sa femme, longtemps Conseillère principale d'éducation (CPE) d'un lycée agricole de la région (retraitée au moment de l'entretien), était adjointe au Maire d'un petit village du canton de Saint-Germain après l'élection municipale de mars 2008 (d'abord élue simple conseillère en 2001).

[52] Voir aussi le portrait de Bernard Kuhnen dans I. Bruneau, N. Renahy, art. cit. : 58-60.

puis, à partir de 1972, dans le département de la formation permanente, où il s'occupe notamment des formations *« en communication et en audiovisuel »*. Quelques années plus tôt, il a épousé Geneviève, professeure de français qui fera toute sa carrière au collège de Saint-Germain.

Des années 1950 aux années 1980, dans cette configuration sociale, le prolongement des scolarités jusqu'au lycée et les petites promotions professionnelles qu'il rend possibles suffisent à légitimer les engagements sur la scène publique locale. Et les dispositions de cette petite bourgeoisie technicienne s'accordent bien avec certains rôles associatifs. C'est notamment ce que révèlent les longues discussions (deux fois 4 heures) que nous avons eues avec P. Le Goff. Ancien président de l'APHPG[53], membre de nombreuses autres associations (parents d'élèves, cyclotourisme, accordéon, etc.), et notamment trésorier (à partir de 1973) puis président (1986-2003) de la section locale de la Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie (FNACA), il insiste en particulier sur l'importance des règlements intérieurs :

> *« La FNACA, quand vous parliez du règlement intérieur, c'était le règlement de la section ?*
> Pour le règlement intérieur, on a une petite convention, moi je me suis empressé de faire un règlement intérieur partout où je suis passé. (…) Pourquoi un règlement intérieur ? Bah parce que… je peux vous en montrer un exemplaire si vous voulez, y a une table des matières et puis si vous avez un problème, bah vous cherchez, vous savez qu'en telle circonstance, vous avez ça à faire, voilà, et puis on s'y tient. C'est-à-dire qu'on ne fait pas pour Paul ce qu'on n'a pas fait à Jacques quoi, c'est… voilà. »

Toutefois, P. Le Goff a toujours refusé de s'engager dans les luttes pour le pouvoir municipal, revendiquant son *« apolitisme »*, son *« indépendance »* face à un univers dont il dénonce les pratiques, et notamment *« le cumul des mandats »* qui éloigne les élus des difficultés vécues par les habitants. Surtout, il ne cesse de critiquer *« les technocrates »*, c'est-à-dire ceux qui prennent des décisions sans avoir une réelle connaissance, informée par l'expérience, des problèmes et des enjeux. Par exemple, *« celui »* qui, à la fin des années 2000, a établi un seuil minimal de naissances (par an) pour décider du maintien et de la fermeture des maternités *« n'a certainement jamais levé le cul de son fauteuil »*. Il est donc *« constamment en guerre contre les technocrates »*, de même qu'il n'apprécie guère les *« y'a qu'à, faut qu'on »*, ceux qui, dans les associations notamment, *« donnent des leçons »* sans jamais consacrer le temps et l'énergie nécessaires à l'organisation concrète des activités collectives. Il se présente à l'inverse comme un homme fiable, investi pour le bien commun, et particulièrement ordonné.

[53] Remplacé par F.-X. Bernard pour raisons de santé en 2008.

Lui aussi « *note tout* » (comme J.-P. Duclos), si bien qu'il a par exemple pu compter le nombre d'heures consacrées à la FNACA depuis les années 1970, et le résultat, « *dix-huit mille heures* », constitue la preuve irréfutable de son dévouement.

Conclusion

En mettant en évidence quelques différences significatives entre la petite bourgeoisie culturelle et la petite bourgeoisie technicienne, nous n'avons que partiellement rendu compte des lignes de clivage internes à la petite bourgeoisie germanoise. Il faudrait pouvoir compléter notre analyse en intégrant par exemple les artisans et commerçants (ou du moins une partie d'entre eux), ou des personnalités publiques un peu plus jeunes pour mieux distinguer les générations, de même qu'on aurait tout intérêt à davantage prendre en compte les effets du genre sur l'émergence et (souvent) le découragement des aspirations politiques des femmes[54], et le rôle des alliances matrimoniales dans la construction (relationnelle) des positions sociales. Une enquête ethnographique plus longue aurait par ailleurs pu nous permettre de mieux observer *in situ* les relations qu'entretiennent ces petites bourgeoisies avec les classes populaires et la bourgeoisie locale. Néanmoins, cette approche attentive aux situations d'entretien et aux différenciations internes aux « classes moyennes » fait apparaître plusieurs pistes de réflexion.

En premier lieu, on ne peut s'empêcher de relever la présence de fonctionnaires parmi ceux que l'on associe à la petite bourgeoisie technicienne. Cela n'est pas anodin si l'on pense que ces enquêtés, valorisant *« l'efficacité »* et *« la pratique »* plutôt que les grands discours, ont pu être directement confrontés aux diverses réformes qui ont en partie transformé les fonctions publiques ces dernières décennies. Autrement dit, les discours appelant à la réforme de l'Etat et à la réduction des lourdeurs administratives ont en réalité pu rencontrer des dispositions favorables chez ceux qui étaient en charge de leur application. Mais, là encore, ces dispositions ne « deviennent » concordantes que dans la mesure où les incitations à la réforme prennent sens dans les clivages entre petites bourgeoisies rurales. En second lieu, il convient d'insister sur le fait qu'il y a bien correspondance entre ce que les enquêtés donnent à voir pendant les entretiens

[54] Voir par exemple Stéphane Latté, Eric Fassin, « La galette des reines : femmes en campagne à Auxerre », *in* J. Lagroye *et al.* (dir.), *op. cit.* : 219-240; Catherine Achin, Sandrine Lévêque, «"L'une chante, l'autre pas". La parité aux élections municipales de 2001 et 2008 », *in* Eric Agrikoliansky *et al.* (dir.), *op. cit.* : 243-262.

et ce qu'ils disent publiquement, pendant la campagne électorale ou durant les réunions du Conseil municipal une fois élus. Ainsi, les frontières – au sens de Michèle Lamont[55] – qu'établissent les représentants du « pôle culturel » (et têtes de liste, F. Maillard et C. Guillebot) pour s'opposer au maire sortant pendant la campagne électorale sont cohérentes avec la manière dont il sont entrés en interaction avec nous : le maire est décrit publiquement comme quelqu'un de peu intelligent, voire un peu idiot (frontière culturelle), ayant échoué professionnellement avant d'être maire (frontière socioéconomique) et enclin à se livrer à des pratiques illégales (frontière morale)[56]. Ces discours publics gagnent en intelligibilité dès lors que les positions sociales des protagonistes ne sont pas uniquement déduites de leur seule profession ou PCS, et que les oppositions politiques locales ne sont pas uniquement pensées comme la spécification locale du clivage droite-gauche. En l'occurrence, en 2008, à Saint-Germain, l'espace politique local ne correspond pas au schéma proposé par Bourdieu dans *La distinction*[57] (et profondément intériorisé par de nombreux chercheurs en sciences sociales), puisque le pôle constitué de ceux qui font le plus explicitement reposer leur engagement sur la possession d'un capital culturel ne se positionne pas à gauche de l'échiquier politique au moment de l'enquête. Dans ce type de configuration, ce n'est qu'en rapportant les pratiques de campagne aux ressources dont disposent réellement les candidats (et non pas idéalement ou théoriquement), et aux distinctions indissociablement sociales et politiques qui traversent les couches intermédiaires de la structure sociale locale, qu'on peut se donner les moyens de comprendre ce que les candidats font lorsqu'ils partent à la quête des suffrages. De la même façon – nous y reviendrons dans le chapitre 8 –, cette approche focalisée sur les ressources politiquement mobilisées par les différents pôles d'un espace social spécifique nous ferait probablement accéder à une meilleure compréhension des perceptions des « offres » politiques et des modes de production des choix électoraux.

Cette enquête est donc doublement située. D'une part, réalisée à la fin des années 2000 dans un territoire rural nettement dominé par des élus de droite, elle donne à voir des fractions de la petite bourgeoisie rurale qui, même lorsqu'elles appartiennent à son pôle culturel, ne s'identifient et ne s'affilient que très marginalement aux partis de gauche. Elle a d'autre part été réalisée par des chercheurs qui, du fait de leurs trajectoires sociales et des interactions d'enquête que celles-ci les conduisaient à entretenir, ont de manière plus ou moins contrôlée

[55] Michèle Lamont, *Money, Morals and Manners. The Culture of the French and American Upper-Middle Class*, Chicago-Londres, The University of Chicago Press, 1992.

[56] Ce qui ne signifie pas qu'on puisse associer tous les membres de la liste Maillard-Guillebot au pôle culturel.

[57] P. Bourdieu, *op. cit.* : 527.

orienté leurs observations et analyses sur les pôles culturels et techniques de membres de l'espace public germanois. Cela n'enlève rien à la véracité du processus observé de prise de pouvoir d'une petite bourgeoisie assez nettement clivée. Mais d'autres chercheurs, dotés de propriétés et dispositions différentes des nôtres et observant la même réalité, auraient pu, par exemple, davantage mettre l'accent que nous n'avons pu le faire sur la lente exclusion des classes populaires du jeu politique local, ou bien sur le retrait de la bourgeoisie économique et foncière. À l'étonnement de Jean-Paul Duclos lorsque nous lui demandions de « parler de lui » répondra peut-être celui de lecteurs à ce que l'on ait ici (un peu) « parlé de nous ». Mais c'est bien le moins d'une analyse qui se veut relationnelle que de ne pas amputer de l'analyse la prise en compte toujours significative des relations enquêteurs-enquêtés.